



**HAL**  
open science

## L'inter-nationalisme contre la mondialisation.

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. L'inter-nationalisme contre la mondialisation.. Har Far, 2001, 19, pp.9-14. halshs-02961919

**HAL Id: halshs-02961919**

**<https://shs.hal.science/halshs-02961919v1>**

Submitted on 8 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Article paru dans *Har Far*, Pau, Corrent revolucionari occitan, janvier 2001, 19 : 9-14  
[cet article avait été écrit en mars 2000 pour une nouvelle revue basque, *Ezbaïka*,  
qui finalement ne vit pas le jour en raison de la rupture de la trêve par ETA].

## L'inter-nationalisme contre la mondialisation

Réflexions sur les mouvements identitaires dans les pays du « Nord », les  
mouvements de libération dans les pays du « Sud », et l'attitude de la gauche,  
notamment radicale, à leur égard

Dans l'après-Mai 1968, la tradition anti-impérialiste de solidarité avec le Viêt-Nam et avec les colonies portugaises encore sous le joug du salazarisme, ou encore de luttes contre les dictatures latino-américaines, avait permis en France une certaine confluence entre la gauche radicale et les mouvements alors souvent qualifiés de « nationalistes ». Le colonialisme devait certes être combattu dans le tiers monde, mais aussi en France. L'archétype en avait été le Larzac, alors sous la menace de l'extension du camp militaire. Néanmoins, cette confluence fut en réalité très partielle et plus une simple « intersection » entre l'antimilitarisme de la gauche radicale et la revendication identitaire, qu'une unification des objectifs. La même gauche radicale qui ne voulait pas de l'extension du camp militaire n'avait rien à proposer, autre que la destruction du capitalisme, pour une meilleure promotion, le progrès culturel et en dernière analyse l'autodétermination des nations dont l'incorporation à la France n'avait pas été pacifique. Elle restait fondamentalement jacobine. Quant à ceux, nombreux, qui passèrent de la gauche radicale à la gauche social-démocrate, ils se satisfirent largement de la régionalisation – une régionalisation pourtant purement administrative et ne cherchant absolument pas à redéfinir les limites des régions ou départements pour les faire mieux correspondre aux réalités ethnoculturelles. Les courants marxistes – mais aussi les anarchistes – en restèrent peu ou prou à la vieille association marxienne entre la « nation » et la « bourgeoisie », c'est-à-dire l'assignation des révolutions nationales à la seule étape historique des révolutions bourgeoises. Marx avait hâtivement généralisé un cas de production nationale – bien réel au demeurant – et fait du « capitalisme, creuset des nations », le *seul* cas possible de production de nations : comme s'il n'y avait pas eu avant lui des nations médiévales très cristallisées (même si les symboles en étaient différents), et comme s'il ne devait plus y avoir de nations après lui... Comme si l'identité suivait *mécaniquement* l'évolution de l'économie.

À y regarder de près, cette vision, indubitablement marxienne, était bien peu marxiste, en contradiction avec le matérialisme historique et la dialectique des mouvements sociaux : la lutte des classes, certes, est le moteur de l'histoire, mais elle ne la résume pas, d'autres polarisations sociales et des faits de conscience autres que la conscience de classe, peuvent exister et être porteurs d'émancipation. Les processus de cristallisation identitaire sont en réalité une tendance permanente de la vie sociale et des mouvements sociaux, et si le capitalisme, le colonialisme, le stalinisme ou la mondialisation en ont évidemment modifié le contexte, ils ne les ont pas amoindris. Par ailleurs, les faits de conscience identitaire peuvent se conjuguer avec la conscience de classe : les opposer, à la manière par exemple d'une Arlette Laguiller pour qui tout mouvement national est « petit-bourgeois », est non seulement sectaire, mais surtout diviseur.

### Avant la nation, des pratiques et des besoins sociaux

L'« ultra-classisme » (et, pour tout dire, l'économisme) gauchiste ne comprend pas que la conscience identitaire, puis la revendication identitaire, sont profondément ancrées dans des pratiques sociales *qui existent avant elles*. Ce sont ces pratiques sociales qui sont opprimées (et non point basiquement le « nationalisme »), aujourd'hui, par le capitalisme et la mondialisation. La revendication identitaire est donc *un besoin social comme un autre*, et doit être ainsi défendue avec la même énergie que la lutte contre le chômage ou pour des trente-cinq heures vraiment hebdomadaires (non « flexibilisées »).

Malheureusement, la culture marxienne de la gauche radicale franco-parisienne la mène à considérer que la question nationale est dépassée (puisque la révolution bourgeoise est dépassée), sauf

dans les pays colonisés (autrefois on disait « arriérés »). Ainsi l'inter-nationalisme, cette solidarité des mouvements nationaux, et en particulier l'internationalisme prolétarien, cette solidarité de mouvements nationaux dont le mouvement ouvrier a pris la direction, sont-ils simplement faits synonymes d'antinationalisme. Or il ne peut y avoir d'internationalisme sans nationalisme. La culture jacobine de la gauche social-démocrate ou communiste aboutit au même résultat, avec des arguments différents : la « souveraineté de la nation », la « République une et indivisible », voire « les cultures régionales cheval de Troie de l'anglais et de Bruxelles ».

Ainsi l'attitude d'une LCR (Ligue communiste révolutionnaire, trotskiste) a-t-elle été exemplaire dans l'affaire de la Nouvelle-Calédonie (Alain Krivine résuma l'attitude de son parti en une formule saisissante : « le devoir d'anticolonialisme ») et il l'est encore en ce qui concerne l'Irlande du Nord. Mais on notera bien que ce qui motive le soutien, c'est le rapport *colonial* (ici l'impérialisme anglais) et *non le droit à l'identité* : l'Irlande a droit à la réunification, parce que sa division est une séquelle de la colonisation, et non parce que l'identité irlandaise couvre toute l'île. Ainsi, l'extrême-gauche a, sauf exceptions, considéré la réunification allemande comme une catastrophe (« puisqu'elle était capitaliste »), comme si le maintien d'une RDA sénile et stalinienne pouvait être une base quelconque de redémarrage d'un socialisme démocratique ; elle a, dans l'affaire yougoslave, défendu les droits de tous les peuples, sauf celui démographiquement le plus nombreux, le peuple serbe. Elle n'a quasiment rien à proposer lors des élections régionales françaises, si ce n'est la copie de la plate-forme pour les législatives ou les présidentielles : lors des dernières régionales en France (mars 1998), la plate-forme de la LCR (pour ne point parler de celle de LO), ne disait rien, *absolument rien*, sur les régions ; le seul moment où l'on y parlait du droit à l'alphabétisation dans les langues originelles était relatif aux... travailleurs immigrés, ce qui montrait bien que dans l'esprit des rédacteurs, le problème ne se posait pas pour des citoyens français ! Rien sur la Corse, rien sur Euzkadi, rien sur le bilinguisme en Alsace, etc. Il n'y a pas forcément hostilité, mais sous-estimation permanente de l'importance, dans le mouvement social, des luttes identitaires parce qu'elles ne sont pas directement anticapitalistes. Comme si le capitalisme se résumait au mode de production capitaliste (à l'économie) et n'avait pas bien d'autres manifestations !

Le résultat de cette indifférence ou de l'hostilité de la gauche radicale et de la gauche classique est qu'effectivement, dans les mouvements identitaires, existent de puissantes tendances conservatrices et parfois majoritaires. Le vide abyssal du programme de la gauche en ce qui concerne la Corse explique largement les dérives droitières et militaro-maffieuses de certaines organisations. C'est bien pour cela qu'il faut faire comprendre que l'un des enjeux majeurs du mouvement Abertzale par exemple, n'est rien d'autre que le basculement du pays basque de la droite à la gauche. Ce ne peut être contre la nation basque que la gauche y deviendra majoritaire !

## Universalisme ou uniformité ?

Derrière tout cela, il y a bien sûr des conceptions idéologiques profondément ancrées, et qui sont passées de France ou du Portugal à leurs anciennes colonies, notamment africaines. La nation, en effet, n'est pas considérée dans la tradition néojacobine comme un processus historique de

<sup>1</sup> Je ne discute pas ici de la langue de bois (version stalinienne de l'internationalisme prolétarien), mais du concept marxiste que recouvre l'expression.

<sup>2</sup> Je dis bien le peuple serbe et non ses dirigeants nationalistes extrémistes. Mais c'est justement la non-prise en compte de l'aspiration serbe à l'unité nationale par la gauche démocratique qui a créé la base de masse des seigneurs de guerre. Voir à ce sujet mon article « L'autodétermination, pour les Serbes aussi », *Libération*, mardi 30 mars 1999, p. 9.

<sup>3</sup> Le phénomène est assez spécifiquement français : ainsi, l'équivalent de la LCR française dans le royaume d'Espagne, fait-il au pays basque partie de AH (Zutik), et en Galice du Bloc nationaliste galicien. Je n'ai pas connaissance que les trotskistes d'Euzkadi-Nord aient rejoint le mouvement Abertzale. En revanche, il y a un (très petit) groupe corse jouissant d'une certaine autonomie.

<sup>4</sup> ... pour ne point parler d'un *Charlie Hebdo*, dont la virulence anti-basque, anti-bretonne, anti-occitane, lui vaudrait immédiatement des procès pour incitation à la haine raciale si on remplaçait « basques », « bretons » ou « occitans » par « arabes », « juifs » ou « noirs ». Un tel procès, dès le prochain dérapage de ce journal pas toujours drôle, intenté par une association, aurait d'ailleurs un réel retentissement et serait porteur de débats utiles. Je laisse ici la suggestion...

<sup>5</sup> ... de ces deux pays plus que de l'Angleterre, qui a une tradition plus respectueuse des communautés – ce qui ne saurait justifier son colonialisme ! Par ailleurs, cela n'a pas empêché les élites locales de développer elle-même des régimes bonapartistes (cf. *infra* note 11).

<sup>6</sup> Je dis bien « néojacobine » et point « jacobine », dans la mesure où, dans le jacobinisme révolutionnaire originel, la notion de « sang bleu » désignait à la fois l'ennemi de classe (l'aristocratie) et l'étranger (qui accueillait

cristallisation identitaire, dont la durée et l'intensité peut amener à la revendication et à la formation d'un État propre, alors État-nation. Elle est considérée comme « créée » par l'État, alias la République, et n'est donc pas produite par une palette d'identités culturelles, mais « définie » par un ensemble de droits politiques (égalité des droits, suffrage universel, plus tard école laïque publique, services publics, Sécurité sociale, etc.). On confond alors la nation et l'État républicain – d'où l'argument que les langues régionales sont antirépublicaines... –, la nationalité est synonyme de citoyenneté (c'est d'ailleurs un argument utilisé contre le droit de vote des étrangers). Logiquement, on confond égalité et uniformité, et enfin on confond uniformité et universalisme. Seule la manière franco-parisienne est universelle, d'autres manières de sentir la France, de la pratiquer, voire de s'en séparer, sont des particularismes. Un mouvement de promotion culturelle, de modernité et de dignité, est un « repli identitaire » mais l'imposition de la notion de « peuple français » contre celle de « peuple corse » est universaliste !

Pourtant, la nation est une réalité subjective et un concept bien distincts de celui de l'État. La nation n'est qu'une forme particulièrement durable et intense de l'ethnie, elle relève de l'imaginaire : elle n'est rien d'autre que la communauté idéalisée des gens qui ressentent un sentiment donné de nationalité, et le peuple n'est rien d'autre que la population de la nation. La nation peut avoir été renforcée par un État, mais jamais créée *ex-nihilo* par lui. Il est absurde – et fait bien rire les historiens médiévistes – de lire souvent que la nation France « date » de 1789 (ou, pareillement, « date » du baptême de Clovis en 496). Il n'y a aucune « date » de « création » des nations (même si elles-mêmes, réécrivant leur histoire, peuvent l'affirmer au cours de la fabrication de leurs mythes) puisque les nations sont le résultat de lents processus historiques et capillaires de cristallisation identitaire. Ce n'est pas 1789 qui a « créé » la nation France, c'est à l'inverse l'évolution historique de cette nation qui a impliqué de la doter d'un État plus moderne et provoqué la révolution !

*Mais l'imaginaire n'est nullement à confondre avec l'inexistant*, ce n'est rien d'autre que ce que Marx appelait une « idée socialement organisée ». Ce sentiment n'est pas définissable avec des faits normatifs (langues, etc.). On ne pourra jamais « donner la définition » de la France ou d'Euzkadi. Est un Français, un Juif, un Zoulou, un Basque, simplement celui qui se sent français, juif, zoulou, ou basque. Bien entendu, la cause la plus courante de ce sentiment n'est pas que l'on naît français : on ne naît pas français, on le devient. Mais, dans la grande majorité des cas, on le sera devenu du fait que... l'on est né *en* France. Ce n'est pas le « sang », c'est la vie sociale et ce n'est pas simplement « politique ». Il est aberrant de lire parfois – sous la plume d'un Finkielkraut, par exemple – que l'on « adhère » à la France sur la base des grands principes des droits de l'homme. Quelle est, alors, la différence entre la France et d'autres pays dotés d'une citoyenneté de qualité (Hollande, etc.) ? Du reste, ceux qui souhaiteraient bien « adhérer » à la France et en demandent les papiers sont le plus souvent fermement reconduits à la frontière.

Il faut remarquer ici plusieurs choses. Premièrement, cette vision de la nation française comme « nation purement politique » opposée à la nation allemande « culturelle » confond des divergences entre des *théories sur la nation* – divergences que l'on peut effectivement discerner, mais qu'il ne faudrait pas exagérer, dans les traditions philosophiques des deux pays – et *les nations elles-mêmes* : le sentiment des gens allemands pour leur pays est-il si différent du sentiment des gens français pour le leur ? C'est un moyen commode pour la France de se sentir supérieure (elle est « citoyenne » alors que l'Allemagne serait « raciale »), et d'exprimer ainsi son chauvinisme, c'est-à-dire une forme politique exacerbée de son ethnicité !

Deuxièmement, elle oppose artificiellement le politique et le culturel. La nation française n'est pas née tout de go dotée d'une citoyenneté de qualité : ce sont des générations de luttes sociales qui l'ont conquise. Mais, bien évidemment, l'habitude de vivre en citoyenneté de qualité entre dans les

---

les « émigrés » de l'aristocratie : le fameux « sang impur » qu'il faut replacer dans son contexte). La nation était donc l'immense majorité du peuple (le tiers état plus les aristocrates et les ecclésiastiques ralliés) opposée à l'étranger, plus exactement à un « imaginaire de l'étranger ». Il y avait là une dimension ethnique évidente, toujours passée sous silence dans les analyses actuelles.

<sup>7</sup> Je ne peux ici entrer dans les détails. Mais le concept général est celui d'ethnicité, la nation étant une forme particulièrement prégnante et durable de l'ethnie. D'autres cristallisations ethniques sont plus temporaires, moins nettes, etc. Si des cristallisations identitaires, fussent-elles la Pologne ou les Bakongo, durent des siècles, avec ou sans État, on est en droit de parler de nations. D'autres phénomènes sont plus volatiles, ou ne manifestent pas une très forte conscience de groupe. Il sera alors difficile de parler de nation, mais cela relève bien du phénomène général de l'ethnie. Il faut évidemment rompre avec la vieille conception, quasi raciale, de l'ethnie. Sur toutes ces questions, je renvoie à mes deux ouvrages : *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, septembre 1994, 176 p, ISBN : 2-7384-2651-4 ; *La nationalisation du monde. Europe, Afrique, l'identité dans la démocratie*, Paris, L'Harmattan, septembre 1999, 256 p., ISBN : 2-7384-7330-X.

traditions culturelles du pays : tenir à l'école publique, laïque, gratuite, pour tous, est-ce culturel, est-ce politique ? C'est évidemment relatif aux deux. Quand, en novembre-décembre 1995 on a fait grève pour la Sécurité sociale, on défendait un service public, mais aussi *l'idée même que nous nous faisons de la France* face à la mondialisation en son étape maastrichienne : conscience de classe et conscience ethnolinguistique confluèrent dans le mouvement social et en permettait la puissance.

En revanche, l'universalisme abstrait ne permet pas l'égalité des droits, parce qu'il ne tient aucun compte de l'inégalité des situations de départ. C'est bien pourquoi revendiquer des écoles bilingues, par exemple, n'est pas demander le droit à la différence, mais l'égalité des droits, l'égalité pour tous les enfants de pouvoir être alphabétisés dans leur langue. Ce droit revendiqué n'est pas antagonique à la République, à l'inverse il est constitutif d'une République qui serait vraiment sociale.

## Progrès social et émancipation identitaire : la question du Sud

Mais par ailleurs, il faut se demander comment cela a-t-il pu « fonctionner », comment notre Troisième République, puis les Quatrième et Cinquième, ont-elles réussi, effectivement, à amoindrir la prégnance des anciennes nations ? La base de cette « réussite » est une sorte d'échange entre oppression ethnique et progrès social : il est « interdit de cracher et de parler alsacien », mais c'est à l'école publique. Je ne dis pas que cet échange a été une bonne chose, mais c'est grâce à lui que cela a pu fonctionner sans trouble majeur. Nombre de Périgourdiens, de Bretons, ont appris le français à leurs enfants pas seulement par aliénation idéologique (bien réelle au demeurant) mais parce que le français symbolisait à leurs yeux l'insertion dans le progrès social. Ce n'est donc pas un hasard aujourd'hui, en temps de néolibéralisme mondialisé, alors que la République peine à assurer la continuité de la promotion sociale, si l'« échange » en question ne fonctionne plus ou guère, et si la revendication du « vivre mieux » s'exprime, ici par le vote « chasseur », là par le vote Abertzale.

Mais un tel « échange » peut-il fonctionner dans les pays du tiers monde ? Le drame d'un grand nombre de ces pays est, qu'ayant importé, de par la formation de leurs élites, les schémas néojacobins ou bonapartistes européens, leurs États, situés à la périphérie de l'économie-monde, ne sont pas socialement promouvants. L'oppression ethnique fonctionne bien, mais en échange de... rien, surtout en temps de récession économique. Ce n'est pas un hasard si la révolte de la Casamance s'est matérialisée alors que le régime qui a succédé à Senghor, celui d'Abdou Diouf, ne partageait plus le gâteau et le restreignait à la seule ethnie ouolof. Ce n'est pas un hasard si le plus grand groupe ethnolinguistique du Nord du Mozambique, les Macuas-Lómuès, vota massivement en 1994 et 1999 pour un parti issu d'une rébellion en son temps soutenue par... l'apartheid. L'Afrique du Sud, c'était loin, proche était l'État « marxiste-léniniste » qui chassait les gens de leur habitat dispersé pour les concentrer dans des « villages communaux », réprimait ou méprisait les religions et langues traditionnelles, mais n'envoyait pas l'infirmier, le tracteur, l'irrigation, l'instituteur promis, n'achetait pas les récoltes (ou le faisait avec une monnaie sans valeur), si bien que les gens vivaient plus mal après, dans le village « moderne » qu'auparavant dans la brousse habituelle ; et quand, de surcroît, ce régime était formé surtout de gens de l'extrême Sud du pays et que toute allusion à ce fait était taxée immédiatement de « tribalisme », le problème social recouvrait dangereusement un problème ethnique.

Dans les pays de la périphérie du capitalisme<sup>10</sup>, il y a bien plus de risque que l'oppression ethnique provoque des résistances ethniques ou même des mouvements ethno-nationalistes, que dans ceux du centre. Ce ne tient pas à leur « arriération » ou aux « luttes ancestrales » chères aux amateurs d'explications simples, mais relève du fait que la colonisation a découpé à la hache des États ne correspondant que rarement à la réalité des peuples présents sur le territoire, et que ces États n'ont pas de progrès social à

<sup>10</sup> Outre que cela n'est pas forcément efficace sur le plan de la tactique politique (elle donne l'impression de demander une exception, une faveur), la revendication du « droit à la différence » est déjà une intériorisation de la domination. Car pourquoi serait-ce le pays basque qui serait « différent » de Paris, et non point Paris qui serait différent de lui ? ! Pourquoi se placer, même inconsciemment, dans la problématique du dominant ?

<sup>11</sup> Cela n'a rien à voir avec le vote Front national : celui-ci, évidemment, est également protestataire, mais exprime la peur de prolétaires de devenir des immigrés dans leur propre pays (immigratation), et la peur de petits-bourgeois de devenir des prolétaires (prolétarisation). C'est un réflexe réactionnaire au sens littéral du mot, qui rejette le capitalisme moderne pour rechercher le mythe précapitaliste du Maître paternaliste, autoritaire et protecteur. Ce n'est point une mobilisation citoyenne moderne, fut-elle partiellement dévoyée (chasseurs...) pour une dignité enracinée dans la vie sociale, dans la vie d'ici, contre sa confiscation par des bureaucraties lointaines.

<sup>12</sup> Tiers monde surtout et une partie des anciens pays de l'Est (notamment Asie centrale). Je n'inclus donc pas ici Cuba ou le Viêt-Nam, pays qui n'ont pas (encore ?) rétabli le mode de production capitaliste même si des enclaves se multiplient. La Chine dite populaire est un cas intermédiaire.

offrir à leur population, pas de politique de promotion ethnoculturelle, qui pourraient faire ressentir l'existence de cette république-là comme la garantie du progrès, assurant ainsi son unité et sa solidité. Des mouvements sociaux de résistance, passive ou active, voire militarisée, se feront jour contre l'État, *pour se protéger de l'État*, et bien évidemment ils se polariseront selon les identités existantes, disponibles aux yeux de tous : le plus souvent lignagères, claniques et ethniques, voire religieuses. Il n'y a à la base rien de « tribaliste » (ou « fondamentaliste » dans le cas de l'islamisme) dans cela, mais l'expression de mouvements sociaux sans élites politiques modernes (voire dressés contre elles), contre les phénomènes de marginalisation provoqués par l'État moderne, colonial puis néocolonial. Bien entendu, la fragilité politique de ces mouvements sociaux rend d'autant plus facile leur manipulation que les progressistes nourris d'idéal jacobin, ou les élites idéologiquement modelées par l'histoire de leur propre production dans et par l'État colonial et néocolonial<sup>13</sup>, répugnent à y voir une aspiration à la modernité et à la dignité sociale, taxant tout cela de « primitivisme ». Alors le premier tribaliste habile venu cherchera à se créer une base sociale à exploiter<sup>14</sup>. La fragilité ethnique des États socialement non promouvants est ainsi bien plus grande.

## Anticolonialisme, nationalisme et « nationisme »

Mais cette argumentation ne peut-elle alors se retourner contre la légitimité des mouvements de libération anticoloniale tels qu'ils ont concrètement existé par exemple en Algérie ou en Afrique portugaise ? La réponse est double.

Premièrement, il faut effectivement s'interroger sur la nature des nationalismes dans ces pays. Le concept de nationalisme est en effet fort vague, exprimant en un seul mot tant l'oppression par des États arguant de leur nation (pangermanisme, pansinisme, extrême-droite) que la lutte de nations pour leur émancipation. Mais cette distinction classique – nationalismes oppresseur et émancipateur – est encore insuffisante : en effet, même pour s'en tenir à la catégorie émancipatrice, de quelle nation portent-ils l'espoir ? Quand le nationalisme polonais d'avant 1914 s'exprime contre la Russie, la Prusse et l'Autriche, il exprime politiquement une nation qui existe déjà, c'est un nationalisme produit par le mouvement social. Quand le nationalisme mozambicain s'exprime contre le Portugal, il n'exprime nulle nation existante mais porte un projet de nation dirigé non seulement contre le colonisateur mais tout autant contre les nations (ou ethnies) existantes. Il refuse de remettre en cause les frontières coloniales et doit donc « fabriquer » à toute allure, dans les conditions de la périphérie du monde, une nation correspondant à ces frontières. Ce n'est en réalité pas du nationalisme (expression politique de la nation existante), mais du « nationisme » (expression politique d'un projet de nation porté par une élite politique) qui veut produire une identité inexistante par la destruction des existantes. Naturellement, cela ne peut fonctionner que sur un quiproquo fondateur : les Berbères qui rejoignent le FLN n'ont nullement l'intention de devenir des Arabes et, plus tard, se dresseront contre l'arabisation, contre une Algérie uniquement arabe inexistante. Les Macondes du Mozambique<sup>15</sup> ne ressentent nullement le « Mozambique », mais luttent pour la libération de leur terre à eux.

<sup>13</sup> Cela explique que les élites des pays anciennement colonisées par l'Angleterre sont souvent (Kénya, etc.) largement aussi jacobines ou bonapartistes que leurs congénères issues des colonisations latines (France, Portugal, Italie, Espagne, Belgique). Produites par et dans l'État moderne, elles sont par-dessus tout attachées à sa perpétuation qui les situent de manière à pouvoir capter la rente de l'aide internationale et le commerce avec les pays de l'OCDE. Cela n'empêche évidemment aucune de ces élites d'utiliser, en même temps que la répression ethnique, une démagogie ethnocientéliste de redistribution de faveurs (fussent-elles infimes) dans le quotidien de leur domination.

<sup>14</sup> Le tribalisme est l'expression politique radicalisée de la tribu. La tribu (ensemble des gens intégrés dans une organisation politique para-étatique, chefferie) n'est pas synonyme de l'ethnie (communauté dessinée par l'identité ethnique). Il peut y avoir plusieurs ethnies présentes au sein d'une même tribu, ou plusieurs tribus présentes dans une ethnie, selon l'histoire locale des guerres et migrations, etc. En Afrique, la plupart des tribus ont été détruites par le colonisateur, brisant les structures politiques africaines. Mais elles sont très fortes au Yémen, en Afghanistan, en Somalie. Le tribalisme, au sens politique, sera une tentative de type totalitaire de faire correspondre de force chefferie (forme proto-étatique) et identité ethnique en une expression politique unique – comme si une identité commune devait se manifester par une expression politique uniforme. C'est ce que tenta le dirigeant zoulou Buthelezi, avec son parti Inkhata, dans sa lutte contre l'ANC, afin d'éliminer la forte implantation de l'ANC au sein de la nation zouloue. Néanmoins, on ne peut exclure l'hypothèse d'apparition de tribalisme révolutionnaire. La III-Internationale n'avait-elle pas soutenu les révoltés du Rif marocain, appelant de ses vœux une « République des tribus confédérées » contre la colonisation espagnole et française ? Sur le tribalisme révolutionnaire, voir mon article « Le socialisme, c'est les Soviets plus l'ethnicité », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), n° 42, juin 1991, pp. 87-107.

<sup>15</sup> Macondes : groupe ethnique de l'extrême Nord mozambicain qui fut le fer de lance de la révolte anticoloniale.

Deuxièmement cependant, ces identités préexistantes peuvent coexister avec le « nationisme » dans la mesure où, si la base sociale du « nationisme » algérien ou mozambicain est faible, en revanche la base sociale de l'anticolonialisme est massive. Or les dirigeants en sont les mêmes. C'est une bombe à retardement, mais cela peut fonctionner dans le cadre de la dynamique militaire de la guerre de libération.

L'analogie très souvent faite entre les révolutions nationales européennes au XIX<sup>e</sup> siècle (unité allemande, italienne, séparation belge des Pays-Bas, indépendances serbe et grecque, voire révolution kémaliste plus tard) et les luttes de libération anticoloniales (appelées abusivement « nationales ») en Afrique est donc en grande partie erronée. Ces dernières luttes étaient parfaitement légitimes du fait de leur anticolonialisme, mais non point du fait de la fabrique de « nations ». Or nombre de gens de gauche ont confondu les deux, et conforté les élites de ces pays dans leurs oppressions ethniques, au nom de l'« étape de la révolution nationale » et contre le « tribalisme ». De ce fait, rares ont été les mouvements sociaux de facture ethnique qui ont reçu le soutien de la gauche occidentale et l'on a avalisé des politiques ouvertement oppressives, que ce soit la concentration des investissements dans la capitale (lieu de l'État et prototype de la nation), ou l'alphabétisation des enfants dans la langue coloniale (ou dans une seule des langues africaines, celle du groupe dominant) au nom de l'« unité ». On a même mis sur le dos de l'ethnicité des drames qui n'ont rien à voir avec elle (par exemple le phénomène des castes Hutu et Tutsi, membres d'une même ethnie !), on a pointé l'ethnicité comme la cause de guerres alors qu'elle n'en était que l'expression (par exemple en Yougoslavie, où c'est la non-prise en compte démocratique des ethnicités/nationalités qui a donné une base de masse aux seigneurs de guerre), on a catastrophiquement opposé multi-ethnicité et autodétermination<sup>14</sup>.

En Afrique subsaharienne, on parle aujourd'hui de la crise des États-nation, alors qu'il y en a très peu, c'est-à-dire qu'il y a très peu d'États vraiment représentatifs d'une nation et c'est justement là une partie du problème<sup>15</sup> ! Ce qu'il y a, ce sont des nationalismes d'État (créer la nation autoritairement par l'État) voués à l'échec de par leur incapacité à promouvoir le progrès social et à faire fonctionner ainsi l'« échange » mentionné précédemment. S'il s'agissait d'États-nation, ils seraient bien plus solides – encore que ce ne soit pas une garantie, d'autres facteurs centrifuges pouvant jouer (Somalie).

En Amérique hispanophone, la situation est assez différente, du fait que les mouvements anticoloniaux contre l'Espagne ont éclos avant la révolution industrielle et la prise du pouvoir par les bourgeoisies capitalistes. De ce fait, de petites et moyennes bourgeoisies mercantiles ou latifundiaires ont pris en main les nouveaux États et sans aucun doute développé des processus de production nationale plus avancés qu'en Afrique. Cependant, à l'inverse de l'Afrique mais comme aux États-Unis d'Amérique du Nord, ce sont donc des élites colonisatrices, et non des colonisés, qui ont chassé l'ancienne métropole – ce fut en réalité une scission entre colonisateurs métropolitains et locaux. Mais l'ère de l'impérialisme a plongé ces régimes dans une dépendance accrue, exprimée par la succession des phases « démocratiques » et des coups d'État militaire, qui a fortement limité leur capacité d'intégration. Néanmoins le substrat national indubitablement plus puissant qu'en Afrique noire explique que la question nationale a pu être indissociablement liée aux révolutions sociales et leur donner toute leur force (le zapatisme du début du siècle ou la révolution cubaine en sont des archétypes). Mais du fait des faiblesses de l'intégration, il y a aussi tout lieu de penser que la question indienne va ressurgir au XXI<sup>e</sup> siècle avec plus de force que jamais, contre des États restés largement « espagnols » ou métis. Le néozapatisme du Chiapas au Mexique et les tout derniers événements en Équateur ne sont sans doute qu'une faible avant-garde de la révolution indienne qui vient. Au Brésil la situation est encore différente. Comme en Amérique hispanique, ce sont des colonisateurs locaux qui ont pris le pouvoir, mais ici, ce ne fut pas contre l'ancienne métropole : ce fut l'État de l'ancienne métropole lui-même qui s'installa et choisit de rester à Rio de Janeiro<sup>16</sup> !

<sup>14</sup> Voir note 2 *supra*.

<sup>15</sup> Comme États-nation de type « classique » en Afrique, on peut compter les îles et archipels créoles (Cap-Vert, São Tomé, Seychelles, Maurice), Madagascar, la Somalie. L'Afrique du Sud présente une tentative extrêmement intéressante de production d'une « nation arc-en-ciel », expression de l'ANC pour désigner une nation de nations. Mais il est trop tôt pour juger, et le résultat dépendra en grande partie de la capacité ou de l'incapacité de l'État post-apartheid à promouvoir le progrès social – et, par là, l'intégration.

<sup>16</sup> Avec l'entrée des troupes du général Junot à Lisbonne lors des invasions napoléoniennes (1807), toute la cour lisboète s'enfuit au Cap-Vert puis au Brésil. Mais loin de revenir dès la défaite de Junot (1811), en 1814 après Fontainebleau, ou en 1815 après Waterloo, dom João VI s'acharna à rester à Rio et ne revint en métropole que sous la menace des Cortès, en 1821 ! Son fils dom Pedro resté sur place mais également rappelé par les Cortès ne tarda pas (1822) à déclarer une indépendance qui au départ n'était pas un vrai divorce mais la simple affirmation qu'il « restait » (« *Fico* », « je reste »), sans changer un iota à l'appareil d'État portugais local. Du reste, lors de la révolution de 1831 (conséquence indirecte de la révolution de 1830 à Paris), il abdiqua et retourna au Portugal

Quant à l'Asie, on a bien là une situation par excellence qui montre l'inanité des théories sur la « création récente » des nations, fruit des « Lumières » ou autres eurocentrismes. Car s'il y a une région du monde où des nations existaient depuis des siècles – bien sûr pas forcément selon les limites actuelles –, c'est l'Asie. On ne peut pas comprendre les révolutions chinoise ou indochinoise sans la confluence d'une guerre paysanne et d'une guerre patriotique. On peut en dire *grosso modo* autant de l'indépendance indienne, l'Inde étant aujourd'hui certainement l'une des plus importantes nations de nations du monde. On peut donc dire, à l'inverse de l'Afrique subsaharienne et différemment des Amériques dites latines, que l'Asie a connu de véritables nationalismes (expression politique massive de nations existantes). Ce fut, certes, pour le meilleur comme pour le pire, puisque de véritables États-nation développèrent leur propre subcolonialisme local, comme la nation javanaise dans l'archipel indonésien, ou la nation han en Chine. C'est justement que la *direction politique* de ces nationalismes n'étaient pas assumée par des courants démocratiques.

## Contre la mondialisation, l'inter-nationalisme

Il ne faut donc pas tordre le bâton à l'envers : pas plus que le camembert symbole de l'identité française, l'ethnicité en elle-même n'est pas émancipatrice. L'identité n'est ni oppressive ni émancipatrice, elle existe, *elle est*, c'est tout. Elle n'a pas de nature politique propre, elle n'est ni de droite, ni de gauche. Elle n'a pas de nature de classe (ni « petite-bourgeoise » à la LO, ni prolétarienne) : poser ce genre d'appréciations pour des communautés *incluant des sociétés entières* n'a pas de sens. Mais son *oppression* est facteur de réactions sociales, de désir citoyen de prise en charge de son destin par une communauté subjective.

Cela veut dire que l'orientation *politique* de l'expression identitaire dépendra largement des courants qui sauront en prendre la direction. Cela veut dire qu'il est donc *possible* de développer des mouvements d'émancipation (y compris d'émancipation sociale) sur la base de l'ethnicité. Dans certaines situations, non seulement la conscience identitaire est, avant la conscience de classe, le premier vecteur de la mobilisation sociale, mais surtout, la première peut inclure la seconde et en être une forme d'expression. Elle est un enjeu majeur pour la démocratie, parce qu'elle peut engendrer un mouvement *social* de défenses de pratiques sociales, en d'autres termes *un mouvement de défense d'une société, ce qui peut ouvrir de larges potentialités au mouvement ouvrier lui-même*. C'est donc aux partisans de la République sociale d'intervenir pour que l'identité s'épanouisse et il est dramatique que ce terrain de lutte soit souvent déserté au nom d'une vision classiste étriquée. Mais cette République sociale n'est pas synonyme de nation, elle n'en est que l'organisation politique, et peut être le cadre d'une nation de nations, d'un emboîtement d'identités (l'identité britannique ne fédère pas simplement, mais inclut, les identités anglaise, galloise et écossaise). Et si d'aventure une partie réclamait son indépendance, cela n'aurait rien d'antirépublicain : *ce serait à l'inverse l'application de principes républicains à une situation non satisfaite en pratique par cette République-là*. On peut espérer aussi que l'on n'est plus au Moyen-Âge, et que la perte de quelques kilomètres carrés ne sera pas ressentie comme un amoindrissement de sa grandeur par la nation concernée !

---

récupérer le trône de son père entre temps décédé. On a là un véritable exemple de scissiparité, un « dédoublement » du Portugal, une indépendance sans décolonisation : on pouvait être portugais au Portugal, ou portugais au Brésil. « Brésilien », au XVIII<sup>e</sup> et début XIX<sup>e</sup>, désignait une espèce de régionalisme portugais, mais en aucun cas une conscience nationale. C'est seulement dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle que le Brésil deviendra vraiment brésilien. On eut là une colonisation de type presque hellénistique, la ville grecque de Sicile, d'Asie mineure ou de Bactriane se séparant de sa ville-mère *tout en restant grecque* (au moins au début...). Pour ces aspects historiques, voir notamment A. ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain, XIX-XX<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, Complexe, 1997, 288 p., ISBN : 2-87027-6370.. Le nationalisme brésilien contemporain, dans ses efforts de légitimation, n'a jamais réussi à « digérer » le fait qu'il n'était pas issu d'un anticolonialisme, mais d'un colonialisme autocentré. Lors du présent carnaval, celui de l'an 2000 qui correspond justement au cinquième centenaire de la « Découverte » du Brésil par Alvares Cabral en 1500, une bonne partie des écoles de samba ont défilé avec des scènes anticoloniales dans lesquelles des « Brésiliens » tapaient sur des Portugais. Mais les quelques écoles de samba formées par des Brésiliens de fraîche ascendance portugaise ou des émigrés portugais ont mis en scène la... fraternisation des Portugais avec les Indiens. Il s'agit en réalité du même mythe : ni les Portugais, ni les Brésiliens, ne sont des colonisateurs ! Cela explique largement la force au sein du sentiment national brésilien de mythes tels que « la nation de la fusion des trois races » (blanche, indienne, noire). Le Brésil a énormément de mal ainsi à reconnaître son propre racisme et à accorder à la lutte antiraciste (qu'elle soit relative aux Noirs ou aux Indiens) l'importance qui devrait s'imposer. Mais cette idéologie, fondée sur l'absence de toute législation officiellement raciale (à l'inverse des États-Unis jusque dans les années soixante), a pesé sur les Noirs eux-mêmes, qui ont démarré plus tard qu'en Amérique du Nord leur auto-organisation et leur propre mouvement. C'est chose faite aujourd'hui et le PT (Parti des travailleurs) *commence* à y accorder une importance plus grande.



Mais la mondialisation – à savoir la dictature mondiale du capital financier –, n'est-ce pas la fin des nations ? Je prétends le contraire. Des identités chaque fois plus vastes peuvent apparaître, mais cela ne signifie pas la disparition des identités de taille plus modeste. Or la financiarisation de l'économie corollaire à la mondialisation provoque une situation dans laquelle le capital sera de plus en plus anational, de moins en moins « localisé », alors que les habitants, eux, resteront toujours « d'ici » ou « de là », même s'ils n'y seront pas forcément nés. *Tendanciellement, le capital sera étranger partout alors que les gens seront partout d'ici.* Quand un fond de pension américain décidera que l'usine Ford de Bordeaux devra être délocalisée en Indonésie, ce sera ressenti localement comme une agression capitaliste (conscience de classe), mais aussi comme une agression contre la vie locale (conscience ethnique). Qu'est-ce qui primera ? La question n'a de sens que sur le plan analytique, car dans la conscience des gens, des grévistes, les deux consciences ne seront jamais séparées. *Plus que jamais, la question du capitalisme rejoindra la question de l'oppression nationale.* Contrairement à ce que pensent bien des marxistes<sup>17</sup>, nous sommes toujours à l'époque des révolutions nationales et c'est le monde entier qui continue à produire des nations, à se « nationaliser »<sup>18</sup>. La nation ressurgira au XXI<sup>e</sup> siècle comme une grande question porteuse de subversion. Voilà pourquoi il faut la défendre, non seulement comme espace de la démocratie politique mais aussi comme espace du besoin social d'identité. Mais la nation, ce n'est pas en soi la République et ce n'est pas seulement la France et le modèle qu'elle porte, comme certains ont tendance à le croire<sup>19</sup>. Ce sont d'ailleurs souvent ceux-là même qui crient très fort contre « Bruxelles » et sa manie uniformisante attentatoire de la souveraineté nationale, qui ne voient rien à redire à l'uniformisation quand elle est parisienne et attentatoire à la souveraineté des nations incorporées non démocratiquement. Mais cela est facilement explicable : quand le MDC chevènementiste ou le PCF défendent la « souveraineté nationale », il ne s'agit en réalité pas de la défense de l'identité, mais simplement de l'indépendance politique de l'État français.

Pourtant, en ce monde néolibéral et anglo-uniformisé, il faut défendre la nation France ! Mais il faut la défendre *exactement pour les mêmes raisons qui font défendre aussi la nation basque, la nation corse et toutes les autres.* Et dans le débat linguistique, c'est exactement pour *les mêmes raisons* qu'il faut défendre la langue française (petite langue tribale résiduelle<sup>20</sup>) contre l'hégémonie linguistique anglo-financière, et les langues minorisées européennes, les langues maternelles africaines... C'est le même combat pour la démocratie, pour le droit à la modernité dans l'identité et dans la dignité, au centre comme à la périphérie du capitalisme.

Le 14 mars 2000

**Michel Cahen**

Institut d'études politiques de Bordeaux

<sup>17</sup> ... dont de grands historiens. Je pense notamment à E. J. HOBBSBAWM, *Nations and nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

<sup>18</sup> Cf. M. CAHEN, *La nationalisation du monde...*, *op. cit.*

<sup>19</sup> ... ce que ne semble pas avoir compris le géographe Yves LACOSTE dans son ouvrage *Vive la nation. Destin d'une idée géopolitique*, Paris, Fayard, 1997, 339 p., ISBN : 2-213-59613-1. Voir à ce sujet ma critique, « Vive la nation ! Oui, mais laquelle... ? Réflexions, notamment africanistes, sur un essai franco-français. », Bordeaux, 15 juin 1999, 7 p. dactyl. à paraître dans *Revue internationale de politique comparée*, Louvain-la-Neuve (Belgique), printemps 2000 et *Lo Lugarn. Tribuna per l'Occitània Liura*, Floirac, printemps 2000.

<sup>20</sup> Combien de Français savent que le nombre de francophones est largement inférieur au nombre de lusophones (langue portugaise), pour ne point parler de l'espagnol, de l'anglais et du... mandarin ? !